



Club de Dirigeants de l'Éducation

CONSEILS À UN CANDIDAT À LA PRÉSIDENTIELLE



**Samantha
Cazebone**

*Sénatrice représentant
les Français établis
hors de France*



**Christophe
Kerrero**

*Administrateur de
l'État, ancien Recteur
de l'Académie de Paris
et Recteur de la région
Académique Île-de-
France.*



**Guillaume
Prévost**

*Secrétaire général de
l'Enseignement
Catholique.*



**Bruno
Bobkiewicz**

*Proviseur et Secrétaire
général du SNPDEN.*

Le 15 octobre dernier s'est tenue la première manifestation organisée par le Club de Dirigeants de l'Éducation (CDE), un club qui se constituera en association dans les prochaines semaines. Vif succès qualitatif en raison des 4 intervenants à la table ronde et quantitatif (170 chefs d'établissements présents).

Le CDE a souhaité prolonger la réflexion en donnant la parole à ses 4 intervenants. Nous leur avons demandé quels conseils ils adresseraient à un candidat à la présidentielle sur l'avenir de l'École et le rôle du chef d'établissement. Tous les 4 ont accepté une nouvelle fois de jouer le jeu. Nous les en remercions vivement. Nous vous invitons à lire leurs contributions.



**Christophe
Kerrero**

*Administrateur de l'État, ancien Recteur de l'Académie de Paris
et Recteur de la région Académique Île-de-France.*

Je voudrais au préalable rappeler que sans vision, pour la société française comme pour l'école, le risque est grand de glisser vers une attrition de notre institution pouvant conduire à son implosion en autant d'opérateurs publics et privés (chèque éducation...).

Cette vision doit reposer sur une ambition, celle de la rupture avec le déterminisme social et la reproduction des élites, mal français. Cela passe par des moyens renforcés, un nouveau modèle pédagogique et éducatif et une gouvernance quasi inversée par rapport à l'existant.

1. Redonner à chacun un rôle dans une logique de responsabilisation.

Un ministère qui fixe les grands objectifs à 10 ans ;

Une administration déconcentrée en appui des établissements ;

Des établissements avec des marges de manœuvre renforcées en matière de pédagogie et de RH, qui définissent la politique pédagogique de l'établissement et la mettent en œuvre ;

Une instance d'évaluation et de certification réellement indépendante et appuyée sur la recherche.

2. Engager une révolution pédagogique et des ressources humaines

En finir avec le face-à-face pédagogique et rechercher des formes d'organisation pédagogiques plus collaboratives entre adultes et plus individualisées dans le rapport aux élèves ;

En finir avec les « dispositifs » et ne lancer aucune politique éducative qui ne soit étayée par la recherche et qui ne contienne en soi son principe d'évaluation ;

Revoir les programmes dans une double logique d'appropriation par les équipes locales en fonction de leurs publics et intégrant toutes les formes de savoir et de compétences à l'heure de l'IA ;

Passer progressivement d'une logique d'examen à une logique de certification pour que chacun puisse avancer à son rythme (on pourra ainsi reconquérir du temps pédagogique sur l'année) ;

Expérimenter le secondaire unifié, qui permette à chaque élève d'acquérir des compétences académiques, techniques, artistiques, psycho-sociales, pour rompre avec l'orientation subie et mieux répondre aux attentes de la société ;

Inscrire une véritable politique de formation continue des personnels et rompre avec la solitude du professeur en les encadrant par des professeurs seniors et experts qui les forment, les conseillent et animent de véritables collectifs.

3. Voter une loi de programmation pluriannuelle pour rassurer l'écosystème et se donner les moyens de la réussite.

Un budget consolidé et sanctuarisé sur 10 ans incluant une revalorisation significative des professeurs (20/30%) en échange de missions nouvelles, dont la formation continue obligatoire, la création de collectifs, une relation renouvelée avec les élèves (groupes, tutorat, projets...) et les familles ;

Une allocation des moyens à l'IPS et en fonction du respect des objectifs nationaux (inclusion, mixité sociale et scolaire), y compris pour les établissements privés sous contrat.

Une négociation avec les collectivités de la carte des établissements avec pour horizon le seul intérêt des élèves (taille critique avec évaluation de la plus-value sur des bases scientifiques).





**Bruno
Bobkiewicz**

*Proviseur et Secrétaire
général du SNPDEN.*

1. Ne pas chercher à plaire, mais à convaincre par le sens

Les réformes éducatives ne doivent pas viser la popularité ou la conformité immédiate aux attentes de la société française. Elles doivent être guidées par la cohérence éducative et l'intérêt général, et non par la séduction de l'opinion publique.

Exemples : Interdiction du portable, tenue unique, groupes de niveau : mesures populaires, mais sans fondement scientifique établi.

Les choix politiques doivent être soutenus par la recherche, non par la seule opinion.

2. Avoir le courage de traiter les sujets de fond qui feront progresser les élèves

Les réformes doivent s'attaquer aux questions structurelles : équilibre entre public et privé et mixité sociale.

Transparence de l'utilisation des fonds publics. Respect de la contractualisation et contrôle effectif par la Cour des comptes.

La seule véritable égalité, c'est celle offerte par l'école. Il faut cultiver l'école pour tous, et lutter contre la ségrégation sociale et territoriale.

3. Renforcer l'attractivité et l'efficacité du système éducatif

Repenser le rapport coût / efficacité des dispositifs et des commandes publiques :

Exemples : Rémunération des PFMP : 350 millions - CNR \approx 3 millions ; Pacte \approx 200 millions (1 milliard prévu).

Nécessité d'une évaluation claire de l'effet produit.

4. Faire confiance aux acteurs de terrain et rétablir leur image dégradée

« On ne fait rien sans les personnels. On ne fait rien contre les personnels. On ne fait rien sans les cadres. »

Les réformes réussies sont celles qui s'appuient sur la mobilisation et la confiance des professionnels de l'éducation, dans le respect de leur expertise et de leurs responsabilités. Donner une réelle autonomie de mise en œuvre aux acteurs du terrain. Respecter les cadres nationaux tout en favorisant l'adaptation locale. S'appuyer sur une évaluation solide, lisible et finalisée. l'EPLÉ : une structure solide et fiable.





**Guillaume
Prévost**

*Secrétaire général de l'Enseignement
Catholique.*

1. Privilégier la qualité à la conformité

Depuis trop longtemps, notre système éducatif mesure ce qui est mesurable, le nombre d'heures, de programmes, de dispositifs, sans regarder ce qui compte vraiment : **la qualité de la relation, la confiance, et la progression de chaque élève.**

Le pilotage par la norme a étouffé l'initiative, découragé les équipes et appauvri le sens du métier d'enseignant. Il faut (re)donner aux établissements et aux acteurs de terrain la liberté d'inventer, d'évaluer et d'améliorer ce qu'ils font. Gouverner l'école, ce n'est pas empiler des règles : c'est faire grandir la confiance et la qualité éducative partout sur le territoire.

2. Mettre la relation éducative au cœur des politiques pour la jeunesse.

La dégradation de la santé mentale des jeunes, la crise de l'autorité et le mal-être des enseignants ont une racine commune : la rupture du lien éducatif.

Il faut remettre la relation au centre, laisser leur place aux parents, soutenir les professeurs et donner aux jeunes des espaces d'engagement et de parole pour redevenir acteurs de leur propre vie.

C'est par la qualité des relations que l'école retrouvera son souffle.

3. Sortir de la course au diplôme et diversifier les parcours de réussite.

Reconnaitre enfin qu'il existe **plusieurs voies d'excellence** : l'enseignement professionnel, l'apprentissage, le service civique ou les parcours hybrides doivent être considérés non comme des alternatives, mais comme des choix de réussite à part entière. Un pays qui ne reconnaît qu'une seule forme de réussite décourage la moitié de sa jeunesse. Diversifier les parcours et cesser d'identifier la réussite à la seule accumulation de diplômes c'est restaurer la dignité de chacun et redonner du sens à l'école.

4. Permettre à toutes les familles la liberté de choisir un projet éducatif pour leurs enfants

La liberté de l'enseignement n'est pas un privilège : c'est à la fois **une liberté garantie par la constitution et une condition déterminante de la justice scolaire.** À rebours de la substitution croissante de la puissance publique aux familles, attachons-nous à leur faire confiance et à leur assurer les moyens de leurs responsabilités.

Confiance et responsabilité supposent que **cette liberté soit réellement accessible** à toutes les familles, quelles que soient leurs ressources. L'action publique doit donc soutenir l'initiative des familles, la diversité des projets éducatifs et les alliances locales au service du bien commun.

CD.e



**Samantha
Cazebone**

*Sénatrice représentant les Français
établis hors de France*

REFONDER L'ÉCOLE AUTOUR DE LA CONFIANCE, DE LA CREATIVITE ET DE L'INTELLIGENCE COLLECTIVE

Pour relever les défis du XXI^e siècle, il faut libérer les énergies locales, réinventer les parcours éducatifs, développer les compétences humaines et transformer en profondeur le métier d'enseignant.

1. Donner une véritable autonomie aux académies pour libérer l'innovation éducative

Chaque académie doit devenir un laboratoire d'avenir, capable d'adapter l'école aux réalités de son territoire tout en s'inscrivant dans un cadre national commun.

Cette autonomie accrue permettra :

- de concevoir des parcours éducatifs innovants et créatifs, favorisant la curiosité, la coopération et l'esprit critique ;
- de renforcer le lien entre école, recherche, universités, monde économique et associatif pour anticiper les métiers qui n'existent pas encore ;

L'intelligence collective de la Nation doit irriguer l'école : c'est la condition pour former des citoyens responsables et des professionnels adaptables.

2. Développer les compétences psychosociales, réaffirmer le sens de l'autorité et le goût de l'effort pour mieux apprendre et mieux vivre ensemble

Parce qu'on apprend mieux quand on se connaît mieux, l'école doit aussi redevenir un lieu d'épanouissement personnel, de construction de soi et d'exigence partagée. S'inspirer des modèles anglo-saxons exigeants

- Mieux apprendre à coopérer, communiquer, gérer ses émotions, prendre confiance en soi ;
- cultiver la créativité, la persévérance et la capacité à résoudre des problèmes collectivement ;
- renforcer le vivre-ensemble, la tolérance et la responsabilité citoyenne ;
- réaffirmer la place de l'effort, de la rigueur et du respect des règles comme conditions

de la liberté et du progrès collectif.

L'école doit ainsi former des jeunes épanouis mais aussi exigeants envers eux-mêmes, capables de conjuguer empathie, discipline et engagement, pour devenir des citoyens responsables et résilients.

3. Engager une révolution du métier enseignant

Le métier d'enseignant ne doit plus être perçu comme une carrière figée, mais comme une étape essentielle d'un parcours professionnel riche de sens et de transmission (sortir du fonctionariat).

Enseigner, c'est donner aux autres, mais c'est aussi acquérir des compétences humaines, intellectuelles et managériales qui doivent être reconnues, valorisées et transférables.

Il est temps de réinventer la carrière enseignante

- Ne plus penser l'enseignement comme une voie fermée, mais comme une expérience valorisante dans un parcours professionnel diversifié, où l'on peut entrer, évoluer et repartir enrichi ;
- Ouvrir davantage le recrutement à des profils issus du monde professionnel, porteurs d'expériences concrètes, capables de relier savoirs académiques et réalité du terrain ;
- Favoriser la mobilité entre les secteurs public, privé, associatif et entrepreneurial, afin de créer une véritable perméabilité des talents au service de l'éducation ;
- Reconnaître le mérite et l'investissement individuel, par une progression de carrière et une rémunération fondées sur l'engagement, la réussite éducative et la contribution collective.

Le métier d'enseignant doit redevenir un défi stimulant, ouvert à toutes les vocations et fondé sur la confiance, la compétence et la fierté de transmettre aux générations futures.

cde-edu.fr

CD·é